

Caroline Juillard

Louis-Jean Calvet

LES POLITIQUES
LINGUISTIQUES,
MYTHES ET
RÉALITÉS



AS

actualité scientifique

**LES POLITIQUES
LINGUISTIQUES,
MYTHES ET RÉALITÉS**

ISBN 2-920021-65-6

*Tous droits de reproduction, de traduction
et d'adaptation réservés © 1996*

FMA

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale de France
Imprimé au Liban

LES POLITIQUES LINGUISTIQUES, MYTHES ET RÉALITÉS

Premières Journées scientifiques
du Réseau thématique de recherche
sociolinguistique et dynamique des langues

Sous la direction de :

Caroline Juillard
Louis-Jean Calvet

Avec la collaboration de :

Régine Dupuis

1996

FMA
Beyrouth

AUPELF • UREF
B.P 400, succ. Côte-des-Neiges
Montréal (Québec) Canada
H3S 2S5

Avant-propos

La diffusion de l'information scientifique et technique est un facteur essentiel du développement. Aussi dès 1988, l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche (AUPELF-UREF), mandatée par les Sommets francophones pour produire et diffuser revues et livres scientifiques, a créé la collection Universités francophones.

Lieu d'expression de la communauté scientifique de langue française, Universités francophones vise à instaurer une collaboration entre enseignants et chercheurs francophones en publiant des ouvrages, coédités avec des éditeurs francophones, et largement diffusés dans les pays du Sud, grâce à une politique tarifaire préférentielle.

Quatre séries composent la collection :

– Les manuels : cette série didactique est le cœur de la collection. Elle s'adresse à un public de deuxième et troisième cycles universitaires et vise à constituer une bibliothèque de référence couvrant les principales disciplines enseignées à l'université.

– Actualité scientifique : dans cette série, à laquelle appartient le présent ouvrage, sont publiés les actes des journées scientifiques organisées par les réseaux thématiques de recherche de l'UREF. A ce jour, 16 réseaux thématiques, rassemblant plusieurs milliers de chercheurs de toute la francophonie, sont constitués au sein de l'UREF.

– Prospectives francophones : s'inscrivent dans cette série des ouvrages de réflexion donnant l'éclairage de la francophonie sur les grandes questions contemporaines.

– Savoir plus Université : cette nouvelle série se compose d'ouvrages de synthèse qui font un point précis sur des sujets scientifiques d'actualité.

Notre collection, en proposant une approche plurielle et singulière de la science, adaptée aux réalités multiples de la francophonie, contribue efficacement à promouvoir la recherche dans l'espace francophone et le plurilinguisme dans la recherche internationale.

Professeur Michel Guillou
Directeur général de l'AUPELF
Recteur de l'UREF

Sommaire

Programme	IX
Rapport de synthèse Louis-Jean Calvet	1
Influence des politiques linguistiques coloniales allemande et française sur la gestion <i>in vitro</i> du plurilinguisme dans le Togo indépendant Kossi Antoine Afeli (Université du Bénin, Lomé)	7
Typologie des politiques linguistiques : le cas de Maurice Issa Asgarally (Commission de l'Éducation supérieure, Ile Maurice)	15
La « planification linguistique par défaut » dans la gestion du plurilinguisme après les indépendances : politiques linguistiques « <i>in vivo</i> » ou « <i>in vitro</i> » ? Daniel Baggioni (Centre Dumarsais & URA 1041 du CNRS, Université de Provence)	23
Positions des partenaires de l'école sur les systèmes éducatifs et le multilinguisme au Niger Daniel Barreteau (ORSTOM, Niamey), avec la collaboration de Amadou Ali Ibrahima, Hassimiou Boureima et Mahadi Sani (Université Abdou Moumouni, Niamey)	31
Problématique d'une politique linguistique : le cas du Burkina Faso André Batiana (Université de Ouagadougou)	41
A propos du caractère interventionniste des politiques linguistiques malgaches Claudine Bavoux (Université de la Réunion, URA 1041 du CNRS)	49
Les avatars du français à travers la politique linguistique en Algérie Mohamed Benrabah (Université d'Oran, Université Grenoble III)	55

Poésie musicale urbaine : langues et identités entrelacées Jacqueline Billiez (Centre de Didactique des Langues, Université Grenoble III)	61
Le perfectionnement en français dans une université française en milieu minoritaire Annette Boudreau (Université de Moncton)	67
La politique linguistique au Maroc : enjeux et ambivalences Ahmed Boukous (Université Mohammed V, Rabat)	73
La dynamique du français au Burkina Faso : représentations de la langue et pratiques linguistiques Claude Caitucoli (URA CNRS 1164 SUDLA, Université de Rouen)	83
La France a-t-elle une politique linguistique ? Louis-Jean Calvet (Université René Descartes, Paris)	89
Représentations et politiques linguistiques au Mali Cécile Canut (Université Paris III, INALCO)	103
Un exemple concret d'alternance de codes en Algérie : les spectacles de Mohamed Fellag Dominique Caubet (INALCO, Paris)	109
Politique et aménagement linguistiques. Des concepts revisités à la lumière de quelques expériences Robert Chaudenson (Institut d'études créoles et francophones, Université de Provence ; URA 1041 du CNRS)	115
Planification linguistique dans une société plurielle : le cas de l'Inde Amitav Choudhry (Indian Statistical Institute, Calcutta)	127
Situation et représentations du français au Sénégal Moussa Daff (Université Cheikh Anta Diop, Dakar)	143
Écriture dans une société à tradition orale. Le cas du wolof au Sénégal : le « wolofal » Abdoulaye Dème (Université René Descartes, Paris)	149
Politique linguistique familiale : le rôle des femmes Christine Deprez (Université René Descartes, Paris)	155
Modes d'appropriation non scolaire du français au Niger Boureïma Diadié (Ecole Normale Supérieure, Université Abdou Moumouni, Niamey)	163
Le français et les langues de Mauritanie : l'exemple français-soninké Seydina Ousmane Diagana (Université René Descartes, Paris)	167

Politiques linguistiques familiales et individuelles : quels modèles ? Martine Dreyfus (Université Cheikh Anta Diop, IFE, Dakar)	175
Le français au pays des miroirs : bilinguisme officiel et traduction au Nouveau-Brunswick Lise Dubois (Université de Moncton)	183
Politique linguistique et identité : la rhétorique de l'antinomie dans le discours de la réforme (Projet de rapport général de la Commission nationale de 1984) Francis Gandon (Université Cheikh Anta Diop, Dakar)	189
Des enquêtes sur l'implantation des termes officiels François Gaudin (URA CNRS 1164, Université de Rouen)	201
L'enfant gambien et les langues d'intégration à la ville Aliou Jobe (Centre de Didactique des Langues, Université Grenoble III)	207
Rwanda : vers une nouvelle politique linguistique ? Jean de Dieu Karangwa (CERAOC, INALCO, Paris)	215
Ambiguïtés des choix linguistiques : une langue internationale partagée ou deux langues nationales, l'exemple de l'université de Chypre Marilena Karyolemou (Philips College, Nicosie)	223
Glottopolitique et minoration linguistique en Tunisie Foued Laroussi (URA CNRS 1164, Université de Rouen)	229
L'enseignement et la formation techniques et professionnels en Mauritanie : vers un bilinguisme raisonné Simone Lecointre, Jean-Paul Nicolau (PROVALEP, CSET, Nouakchott)	237
Problèmes de la gestion des situations plurilingues Mortéza Mahmoudian (Université de Lausanne)	243
La planification linguistique de la Malaisie Laurent Metzger (Université nationale de Singapour)	251
Stratégies de communication et attitudes linguistiques d'un groupe minoré : le cas des Manjak sénégalais Marie-Louise Moreau (Université de Mons), Ndiassé Thiam (Université Cheikh Anta Diop, Dakar)	259
Préalables à l'élaboration des politiques linguistiques en Afrique noire Josué Ndamba (Université de Brazzaville)	265
Aspects de la diglossie français/malgache. Bilinguisme et diglossie Elisa Rafitson (Département d'Etudes Françaises, Université d'Antananarivo)	271

Le français au Viêt Nam : politique linguistique et représentations des enseignants	
Marielle Rispaïl (IUFM de Grenoble et Centre de Didactique des Langues de l'Université Grenoble III)	277
La planification par défaut : mythologie ou réalité à l'île Maurice ?	
Didier de Robillard (URA 1041 du CNRS, Université de la Réunion)	283
Questions de glottopolitique en Afrique noire francophone	
Mamadou Lamine Sanogo (URA CNRS 1164, SUDLA, Université de Rouen)	297
La francophonie en Afrique. Une vision de la sociologie et de l'économie politique de la langue	
Abram de Swaan (Amsterdam School for Social Science Research)	303
Que coûte une politique linguistique ? Analyse de trois exemples	
Andrée Tabouret-Keller (Université Louis Pasteur, Strasbourg)	309
De la gestion informelle à l'aménagement formalisé : les projets d'alphabétisation fonctionnelle à Maurice	
Rada Tirvassen (Mauritius Institute of Education, URA 1041 du CNRS)	325
Francophonie, diglossie et formation : le cas des adultes de bas niveau en formation à la Guadeloupe	
Marie-Thérèse Vasseur (Université René Descartes, Paris)	333
Alternance des langues et stratégies langagières en milieu d'hétérogénéité culturelle : vers un modèle d'analyse	
Bernard Zongo (URA CNRS 1164 SUDLA, Université de Rouen)	341
Liste des participants et leurs adresses	351

Premières Journées scientifiques

Les politiques linguistiques, mythes et réalités

Université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal), 16, 17 et 18 décembre 1995.

Programme :

Samedi 16 décembre

Matin : Séance d'ouverture et conférences plénières de Mme Andrée Tabouret-Keller et de M. Robert Chaudenson.

Après-midi : Conférences plénières de M. Sékou Kaba et de M. Louis-Jean Calvet. Travaux des ateliers « Types de politiques linguistiques » (rapporteur : M. Pierre Dumont) et « Langues et insertion sociale » (rapporteur : M. Pape Alioune Ndao).

Dimanche 17 décembre

Matin : Conférences plénières de M. Amitav Choudhry et de M. Ahmed Boukous. Travaux des ateliers « Interventions sur les langues et application des politiques » (rapporteur : M. Ndiassé Thiam) et « Choix officiels et dynamique de terrain » (rapporteur : M^{me} Caroline Juillard).

Lundi 18 décembre

Matin : Conférences plénières de M. Didier de Robillard et de M. Francis Gandon. Travaux des ateliers « Français et langues locales » (rapporteur : Mme Marie-Louise Moreau) et « Théorisation des types d'actions sur les langues » (rapporteur : M. Louis-Jean Calvet).

Après-midi : Séance plénière : rapport de synthèse et discussion générale. Clôture.

Rapport de synthèse

Présenté par Louis-Jean CALVET

le lundi 18 décembre 1995

Chers Amis,

A l'heure où notre colloque s'achève à peine, ce rapport de synthèse « à chaud » sera nécessairement *subjectif*, même si j'ai bien sûr pu compter sur l'aide des rapporteurs et des secrétaires des différents ateliers pour le rédiger. Il sera en outre *bref*, afin de nous laisser le temps d'une dernière discussion avant la clôture officielle.

Lorsqu'il y a deux ans et demi, au cours d'une réunion de travail entre l'équipe du CLAD et celle de l'Université de Paris V, nous avons imaginé d'organiser un colloque pour marquer le 30^e anniversaire de la création du CLAD, nous avons deux idées de bases :

1. Comparer les discours et les réalisations concrètes dans le domaine de la politique linguistique (d'où notre sous-titre : « mythes et réalités »).

2. Mettre en contact des chercheurs qui n'ont guère l'occasion de se rencontrer souvent et de comparer leurs pratiques : Africains francophones et anglophones mais aussi chercheurs africains et chercheurs venus d'autres continents.

Une première façon d'aborder cette synthèse serait donc de nous demander si ces objectifs ont été atteints.

Mais cela serait tout à fait incomplet car, en cours de route, les choses se sont légèrement modifiées. Nous en étions à la phase la plus difficile de la préparation d'un colloque, celle de la recherche du financement, et nous avons eu la chance, lorsque nous sommes allés solliciter l'AUPELF-UREF, de tomber au moment où se créait le réseau *Sociolinguistique et dynamique des langues*. Ce réseau voulait en effet organiser, autour du sommet de Cotonou, c'est-à-dire dans les dates que nous avions nous-mêmes choisies, ses premières journées d'études, notre thème l'intéressait, et du coup ce colloque est devenu l'enfant *illégitime*, ou peut-être l'enfant *naturel*, d'un couple formé du CLAD/Paris V d'une part, du réseau *Sociolinguistique et dynamique*

des langues d'autre part. Je crois pour ma part beaucoup au métissage, j'aime ce qu'il produit, et ce colloque est peut-être un enfant métis, dans lequel chacun des parents ne se reconnaît pas tout à fait, mais qui vit sa vie propre. S'étant entendus pour générer un enfant illégitime, l'AUELF-UREF et le CLAD/Paris V ont peut-être finalement décidé de contracter un mariage de raison. Quoi qu'il en soit, c'est de cet enfant que je vais parler, en termes scientifiques, c'est-à-dire en me refusant le regard admiratif ou critique habituel aux parents. D'ailleurs, étant moi-même des deux côtés, membre du réseau de l'AUELF-UREF et membre de l'équipe CLAD/Paris V, je me sens un peu à la fois père et mère, homme et femme, androgyne en quelque sorte, et je préfère éviter cette posture légèrement inconfortable.

Premier point, donc, les **politiques linguistiques**. Où sont-elles, comment peut-on les saisir, les décrire ? Il est apparu, dans l'atelier 4 par exemple, qu'il y a de ce point de vue deux grands types de pays : ceux qui ont, ou qui semblent avoir une politique linguistique (Algérie, Rwanda, Québec, Vietnam) et ceux qui n'en ont pas ou ne semblent pas en avoir (Sénégal, Mali...). Mais Didier de Robillard a ce matin, dans sa conférence, dialectisé sans le vouloir cette dichotomie par sa métaphore du *crime parfait* : y a-t-il des politiques linguistiques dont on ne voit pas qu'elles existent mais qui fonctionnent cependant, peut-être sur le mode de l'homéostat, de l'autorégulation, des politiques linguistiques qui ne s'affichent pas mais dont l'efficacité, elle, s'affiche ?

Une autre question est apparue, concernant les politiques linguistiques, dans l'atelier 6 cette fois, qui peut nous aider à élaborer une typologie des politiques linguistiques : il y a celles qui se soumettent à évaluation et celles qui ne se posent pas ce problème, celles qui affichent au départ leurs intentions (et rendent ainsi possible une évaluation) et celles qui n'affichent rien ou affichent qu'elles n'ont pas d'intention, sinon la volonté d'exister sur le mode du « nous faisons de l'aménagement et tout le monde doit être content »...

En second lieu, pour ce qui concerne les types de politiques linguistiques, nos débats ont surtout eu lieu en référence à un contexte politique très précis, celui des **situations post-coloniales** (dans les ateliers 1 et 6 en particulier). Certains l'ont regretté, faisant remarquer qu'il y avait d'autres modèles, en particulier le modèle anglo-saxon. Quoi qu'il en soit, dans ce cadre, beaucoup d'intervenants ont insisté sur la nécessité d'avoir des descriptions plus fines des situations, et nous verrons plus loin que certaines idées « nouvelles » ont suscité le débat de façon fructueuse.

Un autre point important, le troisième, concerne les **retombées des politiques linguistiques** - ou de leur absence - **sur l'éducation, les systèmes de formation, l'aide au développement**. Ainsi, malgré leur éloignement géographique, des situations comme celles de l'Acadie, de la Mauritanie, de la Guadeloupe ou du Sénégal ont en commun que l'école **révèle** une situation diglossique : enfants scolarisés dans une autre langue que leur langue maternelle, avec les problèmes que cela pose. C'est du moins ce qui ressort des discussions de l'atelier 3.

Le quatrième point qui ressort de nos débats, en particulier dans l'atelier 5 mais aussi dans les autres, c'est l'**ambivalence fondamentale de nos rapports à la fois au français et aux langues africaines**, ainsi que parfois à l'arabe. On a par exemple entendu dans l'atelier 6 que l'arabisation avait, essentiellement mais pas seulement à l'école, confisqué la parole aux citoyens, et le débat sur l'arabisation a été particulièrement animé dans l'atelier 2.

Cinquièmement, toujours dans l'atelier 5, les communications ont exprimé la nécessité pour leurs auteurs de **redéfinir les normes du français**, de revaloriser les normes endogènes, non pas pour les substituer à celles du français standard mais pour donner à la francophonie une dimension plurielle : songer par exemple à la place du français local dans l'économie informelle ou, pour prendre une image un peu réductrice, songer à l'aide à la diffusion de journaux locaux plutôt qu'à celle du *Monde* ou du *Figaro*.

Et ceci nous mène logiquement au thème de l'atelier 2, **langues et insertion sociale**. Parmi les thèmes abordés, on trouve celui de la transmission des langues, avec le rôle de la mère qui est le plus souvent le garant de cette transmission tandis que la fille est à l'avant-garde des transformations sociales. L'alternance des codes, s'est-on demandé, ne pose-t-il pas le problème de la conservation des langues, et faut-il dans ce cas laisser faire ou tenter de réguler la langue.

Si nous quittons maintenant cette présentation factuelle de ce qui s'est passé dans les différents ateliers pour tenter une lecture plus transversale, il nous faut, je crois, souligner les traits suivants :

1. Nous avons eu un vrai débat, scientifique, avec une bonne prise de distance, sur les politiques linguistiques, en évitant les passions qui depuis vingt ans que je travaille dans ce domaine sont la règle. Mais, à côté de ce point positif, il faut dire que nous n'avons pas toujours évité le serpent de mer des rapports entre français et langues nationales, vieux thème dans lequel se déversaient bien des rancœurs. Certains collègues africains ont demandé que nous cessions les gémissements sur les tombées du système colonial, d'autres ont appelé à des rapports conviviaux, mais d'autres encore ont incriminé les dirigeants qui se comportaient en imitant leurs maîtres blancs, leur bwana en quelque sorte.

2. Un second trait qui me paraît important est celui-ci. Nous avons le français en partage, mais que partageons-nous d'autre ? En particulier, le Nord et le Sud ne partagent pas de façon égale l'information scientifique. Ainsi certains concepts connus et utilisés depuis plusieurs années par les chercheurs du Nord semblent avoir été découverts ici par certains chercheurs du Sud, ce qui est bien sûr une bonne chose, mais nous pousse à réfléchir au problème de la diffusion des résultats de la recherche de pointe. Le réseau **sociolinguistique et dynamique des langues** a décidé pour sa part d'apporter sa contribution sur ce point en popularisant les modes d'accès à l'information, en particulier par l'interrogation de banques de données par l'intermédiaire des points SYFED.

3. En troisième lieu, il me semble que l'idée même de **politique linguistique** a évolué dans nos têtes au cours de ces trois jours. Nous avons en particulier commencé à le concevoir comme **le lieu où s'inscrit et prend sens la complexité des rapports sociaux, des rapports de forces**. De ce point de vue, le large débat qui a eu lieu dans l'atelier 4 sur la notion de **représentations**, sur la méthodologie permettant de les faire apparaître, sur leur place dans une description sociolinguistique, est peut-être l'un des grands apports de notre réunion.

4. Un autre thème en général peu abordé dans nos réunions habituelles et qui a été très présent ici est celui de **l'évaluation des politiques linguistiques**. Comment

sait-on qu'une politique a échoué ? Parce que l'Etat change de politique, comme à Madagascar, ou parce que l'on juge négativement ses résultats, en particulier dans le domaine scolaire, comme en Algérie ? Sur ce point, il est nettement apparu les choses suivantes :

- Il faut, pour évaluer, comparer les résultats aux intentions, et il faut donc que celles-ci soient clairement explicitées, ce qui est loin d'être le cas.

- L'importance d'une analyse des échecs : typologie, chronologie, mythe ou réalité des échecs.

- L'importance de lier la politique linguistique aux problèmes du développement : il y a je crois, sur ce point, un accord assez général.

5. Notre idée de départ d'une ouverture sur les situations non francophones n'a été que très partiellement réalisée. Nous avons eu une présentation large par Choudhry de la situation linguistique de l'Inde, mais nous n'avons pas réussi à faire venir des Africains de l'Est par exemple. Notons cependant que la présence de chercheurs venus d'un pays lusophone, le Mozambique, a très certainement enrichi les débats.

De façon générale donc, et même si nos travaux ont été une réalité, les politiques linguistiques nous ont paru souvent être du côté du mythe : les politiques linguistiques évoquées partout dans les communications semblent rarement efficaces. Mais mythes et réalités ne s'opposent pas toujours : ainsi Gandon nous a-t-il montré ce matin dans sa conférence la réalité des mythes sénégalais dans le discours de la réforme...

Il me faut conclure, pour laisser place à un débat. Je ne peux pas le faire sans adresser quelques remerciements. A l'AUPELF-UREF tout d'abord, qui a permis la tenue de ce colloque. Mais son aspect *enfant illégitime* ou *métis* que j'ai souligné au début fait que ces remerciements se croisent avec ceux que l'AUPELF-UREF, ou du moins le réseau *sociolinguistique et dynamique des langues* nous adressent : après tout, nous lui avons organisé des journées scientifiques. Etant des deux côtés de la barrière, ce pour quoi j'ai été chargé de cette synthèse, j'enregistre donc ces remerciements réciproques...

Deuxièmement, je voudrais remercier tous ceux qui, à Dakar, ont eu la lourde charge matérielle d'organiser notre réunion. Ils sont nombreux, ces artisans de notre réussite, mais je voudrais en citer au moins deux, Caroline Juillard et Ndiassé Thiam, qui n'ont pas ménagé leur peine.

Je voudrais aussi remercier les services culturels de l'Ambassade de France, qui ont pris en charge les billets d'avion de chercheurs africains résidant en Afrique, et l'UNESCO-BREDA pour son aide matérielle.

Et surtout, je voudrais remercier tous ceux qui ont apporté ici leur matière grise, leurs compétences, leurs expériences, leurs recherches, c'est-à-dire vous tous. J'ai le sentiment qu'il s'est passé beaucoup de choses dans les couloirs, au restaurant, que nous avons beaucoup discuté, comparé nos expériences, échangé nos points de vue, en un mot j'ai l'impression que la sauce a pris et, si je ne me trompe pas, cela aussi est une preuve de succès. En particulier, la séance informelle qui vient d'avoir lieu autour

de notre collègue indien Choudhry, ainsi que la réunion qui s'est tenue parallèlement sur les problèmes de l'alphabétisation sont deux beaux exemples de cette envie d'échanger encore, y compris en dehors des séances officielles. Nous avons su débattre toujours, ou presque, dans le calme et la courtoisie, et cela est à mettre à l'actif de notre volonté de faire avancer les choses. Merci à tous, donc, et à la prochaine fois.

